

DNA le 22 septembre 2012

Une trentaine de militants du collectif Déstocamine ont profité hier de la venue du préfet du Haut-Rhin Alain Perret pour lui remettre une lettre ouverte ; la discussion s'est engagée...

Le Préfet venait en mairie de Wittelsheim pour la signature d'une convention ANRU, Agence nationale de rénovation urbaine.

Une aubaine pour les militants de Déstocamine, qui n'avaient plus aucune nouvelle depuis une réunion publique dans cette même commune, à laquelle participait le Préfet (octobre 2011). Rajoutons que l'ensemble des députés alsaciens ont envoyé un courrier le 12 juillet dernier à Delphine Batho, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, lettre restée sans réponse à notre connaissance.

« Urgence à régler le devenir du stockage de 44 000 tonnes de déchets industriels dangereux »

Au nom du collectif, Yann Flory a remis au préfet une lettre ouverte, rappelant « l'urgence à régler le devenir du stockage de 44 000 tonnes de déchets industriels dangereux ». D'autant que les dix années d'immobilisme depuis l'incendie du site (10 septembre 2002) « ont coûté plus de 50 millions d'euros au contribuable français ».

La réponse du Préfet a été très claire : « Le 5 octobre prochain, nous avons une réunion très importante avec Mme Batho. On ne prendra pas de décision, mais nous fixerons l'orientation technique. Après, nous ferons un débriefing avec vous, vous serez invités. La démarche d'écoute et d'engagement que j'avais prise l'an dernier débouche sur une prise en compte de notre département. Mais il y a aussi une décision qui dépendra de Bercy (ndlr : le ministère de l'économie et des finances). Il faut y voir clair et développer avec vous une démarche commune ».

Un militant Alternatif s'approche du Préfet, et l'interpelle sur la lenteur de la prise de décision, « alors que la santé publique est en jeu ».

Réponse d'Alain Perret : « Nous avons aussi la volonté d'aller vite et je vous rejoins. Mais il y a eu des changements de gouvernements et de ministres, et après la décision, des délais réglementaires s'ajouteront encore ».

Les militants ont semblé satisfaits par la franchise de ces réponses, et la manifestation s'est rapidement disloquée.